

Lutte contre l'immigration clandestine : comment l'UE a fait du Maroc son « partenaire privilégié »

17.08.2022 Lutte contre l'immigration clandestine : comment l'UE a fait du Maroc son « partenaire privilégié »

Près de 500 millions d'euros : telle est la somme que va verser l'Union européenne au Maroc pour lutter contre l'immigration clandestine. Un pas de plus dans la collaboration entre l'Europe et le royaume, qui cherche depuis des années à « asseoir son leadership » en matière de migration.

C'est une preuve de plus du rapprochement qui s'opère entre le Maroc et l'Union européenne (UE) au sujet des questions migratoires. Bruxelles va verser au royaume la somme de 500 millions d'euros « pour renforcer ses actions dans la lutte contre l'immigration clandestine », a affirmé, lundi 15 août, le journal espagnol El País.

Cet argent servira à consolider les nouveaux mécanismes de coopération entre l'UE et le Maroc, à savoir l'appui à la gestion des frontières, le renforcement de la coopération policière (y compris les enquêtes conjointes), et la sensibilisation aux dangers de l'immigration irrégulière.

Une partie de la somme sera aussi dédiée « au développement des politiques d'intégration et de protection des réfugiés au Maroc », ainsi qu'à « la lutte contre les mafias », relaie le site d'informations marocain Médias24.

Les 500 millions d'euros d'aide annoncés dépassent largement les 343 millions d'euros reçus précédemment par le Maroc, fait savoir aussi El Pais.

L'immigration irrégulière, « une source d'instabilité »

Cette somme promise vient clore un cycle de rencontres et de rapprochements mutuels ayant eu lieu ces derniers mois entre l'UE et le Maroc. Le 8 juillet, la commissaire européenne chargée des affaires intérieures Ylva Johansson et le ministre espagnol de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, avaient rencontré à Rabat le ministre de l'Intérieur marocain, Abdelouafi Laftit. Ensemble, ils avaient lancé « un partenariat rénové en matière de migration et de lutte contre les réseaux de trafic de personnes », peut-on lire dans un communiqué de la Commission européenne. Celui-ci couvre les mêmes prérogatives que l'aide financière décidée ces derniers jours.

> À (re)lire : Maroc : la police arrête 25 migrants soupçonnés de vouloir rejoindre l'Espagne

En mars, le commissaire européen chargé du voisinage et de l'élargissement Oliver Varhelyi avait posé, depuis Rabat, les jalons de cette collaboration renforcée. « Nous sommes très reconnaissants du travail dur et persistant réalisé par le Maroc et qui doit se poursuivre. Et nous sommes prêts à contribuer de notre part pour faciliter ce travail, parce que nous sommes convaincus que l'immigration irrégulière est une source d'instabilité et de vulnérabilité pour la région », avait-il assuré au ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita.

Le commissaire avait même affirmé vouloir « élargir cette coopération », avec « des moyens financiers plus élevés qu'avant ».

Les migrants comme outil de pression

Pour l'Europe, l'objectif est clair : « Faire face, ensemble, aux réseaux de trafic des personnes, notamment suite à l'émergence de nouveaux modes opératoires extrêmement violents adoptés par ces réseaux criminels », indique encore le communiqué de la Commission européenne, qui voit en Rabat « un partenaire stratégique et engagé [...] en matière de migration », « loyal et fiable ».

L'enthousiasme de l'UE à l'égard du Maroc avait pourtant été douché en mai 2021, après le passage de plus de 10 000 migrants dans l'enclave espagnole de Ceuta, les 17 et 18 mai. En cause ? Les tensions diplomatiques entre Madrid et Rabat à propos de l'accueil, par l'Espagne fin avril, du chef des indépendantistes sahraouis du Front Polisario, Brahim Ghali,

pour des soins médicaux. L'UE avait alors suspendu son aide financière au Maroc tout juste décaissée, et qui devait courir jusqu'à 2027. « Personne ne peut faire chanter l'Europe », avait alors déclaré Margaritis Schinas, vice-présidente de la Commission européenne.

> À (re)lire : Près de 10 000 arrivées de migrants en une journée à Ceuta : les raisons d'un tel afflux

Un peu plus d'un an plus tard, les drames survenus sur les routes migratoires marocaines qui mènent à l'Europe ont, semblent-ils, changé la donne. La pression migratoire qui s'exerce aux frontières de Ceuta et Melilla et en mer, ont poussé l'UE à faire évoluer sa relation avec le Maroc, qui y trouve son intérêt.

« Cela fait longtemps que l'Europe et le royaume essaient de trouver des points de convergence. Mais ce dernier a longtemps résisté aux propositions européennes, ne voulant pas être 'otage' d'un accord multilatéral sur ces questions, et abîmer son image auprès des pays africains, dont il cherche à se rapprocher », explique à InfoMigrants Catherine Withol de Wenden, directrice de recherche au CNRS, spécialiste des migrations internationales. Mais aujourd'hui, le royaume s'attache au contraire « à tirer profit de sa position géographique, pour faire monter la pression côté européen, et asseoir son leadership à ce sujet », précise la spécialiste.

La stratégie du récent « partenaire privilégié » de l'UE fonctionne aussi sur ses membres. Le 19 mars, Madrid a en effet soutenu pour la première fois publiquement la position de Rabat sur le dossier du Sahara occidental. Et ce, alors même que le pays avait toujours prôné jusqu'ici la neutralité entre Rabat et le Polisario. « En faisant volte-face sur la question du Sahara occidental, l'Espagne a montré son point faible. Elle ne veut plus se brouiller avec le Maroc, car les conséquences, on le sait, sont très fâcheuses », avait confirmé à InfoMigrants Brahim Oumansour, chercheur à l'IRIS (Institut des relations internationales et stratégiques), spécialiste du monde arabe.

À l'intérieur des frontières du Maroc, dont la politique migratoire est tant vantée par l'UE, s'appliquent pourtant de nombreuses violences à l'égard des migrants, sans papiers ou demandeurs d'asile. La répression des exilés est bien souvent privilégiée par les autorités, en lieu et place d'un accueil digne. Mercredi 17 août, un groupe de 28 migrants doit être jugé à Nador, dans le nord-est du pays, pour avoir tenté de franchir les hautes clôtures qui séparent Melilla du territoire marocain, avec 1 500 autres personnes. Ces prévenus sont, pour la plupart, originaires du Tchad et du Soudan, pays parmi les plus pauvres du monde.

Source

: <http://www.infomigrants.net/fr/post/42670/lutte-contre-limmigration-clandestine-comment-lue-a-fait-du-maroc-son-partenaire-privilegie>